

Appel à contribution. Les enjeux de la surétude en sciences sociales **Call for Papers: The Challenges of Overstudy in the Social Sciences**

Porteurs du projet :

- Florent Chossière : doctorant en Géographie au laboratoire ACP, Université Paris-Est Marne-la-Vallée
- Pierre Desvaux : chercheur associé au laboratoire PACTE, docteur en Géographie, Université de Grenoble Alpes
- Alex Mahoudeau : post-doctorant JEDI-Lab'urba, docteur en Science Politique, King's College London

Français

L'étude des enjeux liés à l'investissement répété de certains terrains d'enquête entraînant des phénomènes de « sur-étude », « sur-enquête », « sur-investissement » ou « sur-recherche » fait l'objet d'une attention récente. Ce débat a par ailleurs été mené plus fréquemment dans des parutions scientifique anglophones que francophones (un numéro de la revue *Égypte Monde Arabe*, qui a fait office de prélude et de base de discussion au présent appel, consacré à la surétude affectant la communauté zabbâlin est récemment paru, voir Desvaux et Du Roy, 2019). Il s'agit de formaliser autour de ce numéro les questionnements émergents à propos de ces enjeux.

La surétude se définit par des situations de médiatisation et de concentration de chercheur·e·s, journalistes, actions développementalistes etc. importantes qui se cristallisent autour de communautés, espaces ou thématiques particulièr·e·s. Elle engendre des effets complexes qui peuvent être considérés comme positifs lorsqu'elle permet la multiplication de regards différents autour d'un même objet de recherche mais qui peuvent aussi être vus comme négatifs lorsque se constituent des discours préconçus répétés par de nombreux acteur·rice·s qui en viennent à se surimposer à la complexité des réalités locales. Le sujet fait l'objet d'un intérêt relativement récent, lisible à travers plusieurs publications (voir, entre autres, Chabrol, 2010 ; Clark, 2008, 2010 ; Sukarieh et Tannock, 2013 ; Neal et al., 2016 ; Pascucci, 2017 ; Button et Aiken, 2018), l'organisation d'une double session dédiée à ce sujet à la conférence annuelle de la Royal Geographical Society (RGS) en août 2018 (Button et Aiken 2018), ainsi que d'une journée « Jeunes chercheur·e·s » sur le sujet au LADEC en juin 2018¹. On remarque par ailleurs que ces débats ne se limitent pas à une discipline scientifique donnée (malgré une représentation importante des sociologues et des anthropologues) et s'intéressent, par exemple, à des communautés (Clark, 2008 ; Bull, 2010 ; Clark, 2010) ou des lieux particuliers, comme les centres d'accueil de malades du sida (Chabrol, 2008 ; Koen et al., 2017) ou les camps de réfugié·e·s (Sukarieh et Tannock, 2013 ; Pascucci, 2017).

Le terrain, compris comme dispositif d'enquête, n'est pas le propre de la géographie, mais il occupe une place centrale dans le processus de légitimation au sein de la discipline. La nature et la qualité du terrain constituent par exemple un des critères collectivement reçus d'évaluation d'une recherche en géographie, et un "beau terrain" peut tenir de la "*sagacité du chercheur pour avoir osé "défricher" tel ou tel périmètre innovant*" (Lefort, 2012, p.470). Du contexte colonial qui a marqué la discipline au XIX^e siècle, conduisant parfois le géographe à "*s'affirme[r] nationaliste dans la défense de son terrain face aux concurrents qui s'y risqueraient, comme si*

¹ Voir le programme ici : http://ladec.cnrs.fr/wp-content/uploads/2018/05/Programme-JJC-Politiques-de-la-surenque%CC%82te1_06_2018.pdf

les lieux étudiés lui appartenaient" (Vieillard-Baron, 2006, p.137) au désir plus général de "s'approprier un pan du monde et qu'on lui en soit reconnaissant" (Lefort, 2012, p.472) il apparaît que la relation des géographes à leurs terrains est non seulement très souvent pensée sur un mode exclusif, mais devient parfois même un marqueur de leur individualité. Si cet héritage colonial a fait l'objet de critiques conduisant à davantage de réflexivité sur le plan conceptuel, dans la réalisation du travail de terrain, l'impensé de ce terrain comme une « ressource » à « extraire », au détriment parfois des personnes enquêtées, continue à tenir un rôle important, que les situations de surétude aident à objectiver. Qu'en est-il, dans un contexte de multiplication des travaux, de concurrence renforcée pour l'accès aux financements, d'émergence de voix "minoritaires" et d'accumulation dans le temps des travaux de recherche, lorsqu'il faut "partager" son terrain ou alors passer après un·e autre ? Si le terrain est une expérience de co-présence, que faire de la co-présence des pair·e·s scientifiques ou d'autres types d'enquêteur·trice·s ? Ce numéro s'inscrit dans la lignée des débats sur le terrain récemment ouverts au sein de la géographie française. À la suite de réflexions sur le terrain comme pratique et expérience, le terrain comme manière de faire avec l'espace ou encore les postures du sujet-chercheur (Volvey, Calbérac, Houssay-Holzschuch, 2012), il s'agira ici d'interroger le terrain lorsqu'il devient un enjeu collectif, appréhendé comme tel ou malgré soi, en co-présence simultanée ou en palimpseste, dans le cadre de phénomènes de surétude.

À ce stade, plusieurs pistes de réflexion, non exhaustives, nous semblent intéressantes à mettre en avant comme pistes de réflexion.

(1) La première renvoie aux conditions et structures favorisant l'émergence de ces situations. Des auteur·rice·s ont ainsi identifié (voir Sukarieh et Tannock, 2013) trois caractéristiques-clés des communautés qui favorisent la mise en place de ces « aimants » à chercheur·e·s : un trait marginalisant (pauvreté, indigénité, minorités etc.) ; l'expérience d'une forme de crise plus ou moins récente ou d'une résistance active à leur condition de marginalisation et enfin une localisation accessible (géographiquement ou politiquement) aux enquêteur·rice·s étranger·ère·s. On peut également questionner la place prise par les choix des terrains d'enquête dans le cadre d'une économie de production du savoir favorisant des terrains rapides et circonscrits en amont qui pose question au regard de l'analyse et de l'appréhension de la complexité des situations locales. Dans ce cadre, la question de l'urgence associée au choix de certain·e·s terrains ou thématiques peut être interrogée (on peut citer en exemple la question des migrations actuelles). De même, il paraît intéressant de s'attacher à analyser les effets de « mode » liés aux dynamiques des courants de recherche et des objets étudiés qui peuvent favoriser certains objets ou sujets à une période donnée.

Dès lors, il paraît intéressant de questionner ce constat en se penchant sur les configurations locales de la surétude. Quelles sont les caractéristiques des communautés ou espaces affecté·e·s ? Quels facteurs permettent ou facilitent l'émergence de ces processus ? Dans quelle mesure les causes identifiées ci-dessus se recomposent-elles au regard des réalités locales ? D'un point de vue disciplinaire, il serait intéressant de se pencher sur la dimension spatiale de la surétude, notamment dans la mesure où celle-ci est régulièrement décrite comme affectant des lieux ou des groupes spatialisés. Toutefois, cet implicite n'est pas sans implications : ces espaces sont-ils dans leur ensemble surétudiés, ou la surétude conduit-elle à l'émergence de certains thèmes de recherche et groupes étudiés au détriment d'autres ? De quelle manière la surétude peut-elle être vécue par effet de coprésence, par des groupes non ou peu enquêtés mais qui en ressentiraient les effets ? A contrario, peut-elle être vécue "à distance" ? De quelle façon la surétude peut-elle être qualifiée de processus tautologique, qui se renforce de lui-même ? Quelle place les sentiments d'« urgence » ou de « mode » tiennent-ils dans son développement ? Quels

enjeux peuvent être associés aux choix des terrains en amont ? De quelle façon le développement d'une « industrie de la recherche » sur un terrain donné contribue-t-il à faire émerger un ensemble de facilitateurs·ice·s qui, tout en favorisant l'accès au terrain, dépendent partiellement d'un flux régulier de chercheurs·euses, journalistes et expert·e·s ? etc.

(2) La seconde piste de réflexion renvoie aux conséquences de la surétude sur les personnes étudiées elles-mêmes et sur les éventuelles recompositions qu'elle entraîne pour les espaces ou communautés concernés.

La surétude a ainsi des conséquences sur les enquêté·e·s elles·eux-mêmes liées à la présence importante et répétée d'observateur·rice·s étranger·ère·s. Si la conséquence la plus mise en avant dans les travaux sur la question est celle de la « fatigue » ressentie par les enquêté·e·s, on peut imaginer d'autres formes de réactions plus positives, comme la résilience émotionnelle via des recueils de témoignages par exemple. Il ne s'agit pas pour autant de limiter le rôle des enquêté·e·s à une situation de passivité, puisque la surétude est souvent associée à l'émergence d'acteur·rice·s qui tirent profit de l'exposition médiatique, comme les « fixeurs » (accompagnateur·rice·s), des leader·euse·s ou encore des ONG locales ou internationales qui travaillent souvent auprès des populations concernées. Ces représentant·e·s, auto-proclamé·e·s ou désigné·e·s ainsi de l'extérieur, canalisent la voix des acteur·rice·s concerné·e·s et la réduisent très largement aux discours de quelques-un·e·s. On peut se demander ce qui permet l'émergence de ces représentant·e·s dans certains contextes et dans d'autres non, ou encore pourquoi un·e individu ou groupe peut émerger comme tel·le. De plus, elle et ils se posent ainsi en « points de passage obligés » vers lesquels les intervenant·e·s extérieur·e·s sont redirigé·e·s (par fatigue des autres enquêté·e·s ou facilité de leur part). Ces différent·e·s acteur·rice·s constituent peu à peu une infrastructure qui facilite d'autant plus l'entrée à des enquêteur·trice·s étranger·e·s aux espaces et aux communautés considéré·e·s, ce qui renforce d'autant les possibilités d'émergence de situations de surétude. Alors qu'une approche réflexive du terrain est de plus en plus valorisée pour contextualiser les conditions de réalisation de la recherche, les enquêteur·trice·s faisant l'objet de réceptions différenciées sur leur terrain en fonction de leur caractéristiques personnelles (Morange et Schmoll, 2016), il convient ainsi de ne pas oublier d'interroger également le rapport présent ou passé des groupes étudiés avec diverses formes d'enquête. On peut par exemple se demander s'il existe des cas dans lesquels les publics visés se sont prémunis de procédures formelles (associations locales, comités de suivi de la recherche internes...) ou informelles ayant pour but de "contrôler" la recherche et d'éviter ou de réduire les effets de la surétude ? Les dispositifs de recherche engagée ou de recherche-action sont-ils touchés par ces phénomènes et contribuent-ils à les renforcer ?

Par ailleurs, la surétude a également pour conséquence la constitution de discours préconstruits sur les communautés et espaces qui risquent de masquer les aspérités spécifiques aux terrains considérés, comme les jeux de pouvoir locaux par exemple, et présente le risque de déposséder de la constitution d'un savoir produit sur des ensembles socio-spatiaux une partie des personnes concernées. La question des représentant·e·s auto-proclamés en contexte de surétude invite à prendre particulièrement au sérieux le problème des « informateur·trice·s privilégié·e·s » et le risque d'un « *point de vue culturaliste qui fait d'un seul individu considéré comme expert le dépositaire d'une culture toute entière* » (De Sardan, 2008, p.90). Plus encore, la surétude est toujours simultanément une sous-étude, les hypothèses, questions, et terrains exploré·e·s l'étant au détriment d'autres éléments de la même réalité sociale : de quelle façon, en mettant excessivement en lumière une partie du terrain, ce phénomène en occulte-t-il une autre ? Quelles sont les implications méthodologiques et éthiques de cette situation ?

De quelle façon la surétude conduit-elle les groupes étudiés, qui sont l'objet de façon directe ou non de restitutions de la recherche, à se réappropriier celle-ci ? Les « lecteur·rice·s » de recherches incluant de façon croissante les groupes étudiés eux-mêmes, des acteur·rice·s au sein de ces groupes peuvent les mobiliser pour réifier certaines positions qu'elle·il·s occupent dans le champ social ou pour en tirer des ressources dans le cas de conflits internes, à la manière des citoyen·ne·s colonisé·e·s mobilisant les catégories de l'anthropologie coloniale pour légitimer des positions dominantes étudié·e·s par Benoît de L'Estoile (de L'Estoile, 1997). De même, par effet de circularité, la connaissance de travaux existants sur les groupes auxquels ils appartiennent peuvent conduire certain·e·s enquêté·e·s à fournir aux enquêteur·rice·s les réponses « qu'elles·ils attendent », les ayant elles·eux-mêmes apprises au moins pour partie, de façon directe ou indirecte, dans les enquêtes précédemment menées sur elles et eux.

Enfin, il est nécessaire de poser la question des effets de la surétude quand celle-ci s'arrête, quand la « mode » passe, mais que des enquêté·e·s parfois soumis·es à une attention scientifique et journalistique intense pendant de longues périodes se retrouvent « abandonné·e·s » par les cohortes de chercheur·e·s et journalistes ayant changé leur fusil d'épaule (Sukarieh et Tannock, 2013).

Dans ce cadre, il paraît légitime de se demander qui a accès à la parole et si ces voix peuvent être considérées comme légitimes, et sur quels critères ? On peut aussi se demander dans quelle mesure les populations concernées ont prise sur les discours créés sur elles ? Quels sont les facteurs qui entraînent l'émergence de phénomènes de « fatigue » ou non ? Dans quelle mesure la capacité à parler et à produire un discours sur elles-mêmes est-elle captée et appropriée par différent·e·s acteur·rice·s et dispositifs (académiques, journalistiques, associatifs...) ? De quelle part de dépossession de la production de savoir à leur sujet sont-elles victimes ? En quoi les enquêté·e·s sont-elles·ils capables de se réappropriier les discours et les processus de production de savoir pour en tirer un bénéfice (financier, politique...) ? etc.

(3) La place de l'enquêteur·rice et les enjeux associés aux méthodologies du travail de terrain apparaissent également central·e·s. Par exemple, les pratiques de recherches dites « extractives », qualifiées de coloniales par Linda Tuhiwai Smith (Smith, 1999), renvoient à une conception classique du travail de terrain où la·le chercheur·e est placé·e en situation de collecte de données vis-à-vis de son objet d'étude. Dans ce cadre, les enquêté·e·s ne tirent aucun bénéfice d'un processus de recherche où elles·ils ne sont convié·e·s que comme objets d'étude, sans influence sur les termes de la recherche ou sur sa pratique. De plus, les enquêté·e·s ont très rarement accès aux travaux finaux, souvent rédigés en langue étrangère et difficilement accessibles, et ne sont pas toujours satisfait·e·s du résultat, voire peuvent se sentir « trahi·e·s ». Les implications de ces faibles retours posent des questions éthiques au regard du bon vouloir des personnes enquêté·e·s qui donnent de leur temps et des savoirs locaux vernaculaires sans contrepartie. Les approches de recherche participative, via des groupes de recherche par exemple, qui ont été développées afin de tenter de dépasser les limites évoquées ci-dessus, demandent une implication importante aux participant·e·s et ne sont pas non plus exempts de limites (Titterton et Smart, 2008). La question de l'éthique associée au travail du terrain est donc centrale, et interroge les méthodologies mises en oeuvre par les enquêteur·rice·s.

Ce constat amène de nombreuses questions. Quelles remises en cause des méthodes d'enquête (académiques comme journalistiques) peuvent être associées à l'étude de ces processus ? Certaines pratiques permettent-elles de limiter l'émergence de ces phénomènes ? Faut-il envisager, au nom d'une éthique de l'enquêteur·rice (qui reste à définir), d'abandonner, temporairement ou non, l'étude de certains objets ? De quelle façon les constats des effets de la

surétude s'inscrivent-ils dans ceux portant sur le « recyclage » de données produites lors d'enquêtes précédentes ? La question de l'éthique de la recherche articulée aux méthodes employées par les chercheur·e·s et leurs impacts pour les enquêté·e·s se donne ici d'autant plus à voir que la surétude peut être caractérisée par une continuité répétée de pratiques d'enquête similaires mises en oeuvre par plusieurs chercheur·e·s, mais aussi par des journalistes, leurs façons de récolter des données ne différant pas toujours, voire même par des acteur·rice·s institutionnel·le·s. On peut par exemple penser au recours aux entretiens semi-directifs avec les personnes réfugiées (Mekdjian, 2016). Plus généralement, la configuration de surétude invite la·le chercheur·e à se penser comme faisant partie elle·lui aussi d'un groupe, par son positionnement dans une histoire de l'enquête de la communauté, dans la mémoire de cette dernière. Tout·e chercheur·e enquêtant en surétude étant un·e individu passant après un·e autre similaire pour la communauté enquêtée, se pose la question de la prise en compte des effets de la recherche sur un temps long. Ainsi, comment faire terrain dans le cas d'une communauté qui aurait eu de mauvaises expériences avec des chercheur·e·s précédent·e·s ? Comment se démarquer, plus globalement, justifier auprès des communautés étudiées de l'intérêt particulier de sa recherche ?

(4) On peut enfin se poser la question des relations entre les chercheur·e·s eux-mêmes sur un même terrain, ou entre chercheur·e·s et journalistes : complémentarité ou concurrence ? La surétude peut donner lieu à des rapports de pouvoirs entre enquêteur·rice·s qui affectent les façons dont sont individuellement menés les terrains. Ainsi, si l'enquête de terrain est aujourd'hui pensée comme une relation entre enquêteur·rice et espace et/ou groupe enquêtés, la façon dont la relation à d'autres enquêteur·rice·s (issu·e·s ou non du monde académique) impacte l'enquête de terrain est peu interrogée. On pourra par exemple s'interroger sur les rapports de pouvoir internes au champ académique conduisant à des accès différenciés au terrain (rôle de l'intégration ou non dans des réseaux de recherche locaux, aspects financiers et matériels de l'enquête, pratiques de verrouillage du terrain, accès aux acteur·rice·s institutionnels, etc ...). La présence d'un·e autre chercheur·e sur le même terrain, même dans le cas où son objet de recherche serait différent, peut alors pousser à modifier les modalités de son enquête, voire ses questionnements scientifiques. Quels types de réaménagement peuvent ainsi être mis en oeuvre ?

Ces questionnements sur les modalités de partage d'un même terrain sont d'autant plus vifs dans un contexte où le monde de la recherche s'avère de plus en plus compétitif. Se pose ainsi également la question de la publication des résultats : de nombreux travaux menés sur le même objet / sujet, poussent-ils à publier plus vite, au détriment de l'analyse du matériau empirique ? À l'inverse, quelles formes de collaboration particulière peuvent être mises en place ? Il peut être intéressant d'interroger l'effet de la surétude sur la production scientifique (ou journalistique) au-delà du seul moment de la récolte de données.

Ce dossier vise donc à engager une réflexion sur les situations de surétude et à interroger de manière critique les enjeux qui y sont associés. Les contributions veilleront à mettre en valeur des études fondées sur des exemples empiriques issus d'espaces variés permettant d'illustrer sous différents angles la complexité des processus à l'oeuvre dans la constitution de la surétude et ses conséquences.

English

Studying the implications of “Over-study,” “over-investigation,” “over-investment,” or “over-research” has recently become a matter of importance on some fields of investigation. This

debate has been more vivid in the English-speaking world than in the French-speaking one (an issue of *Egypte Monde Arabe* that has been the basis for this call and focuses on the zabbâlîn is to be published soon, cf. Desvaux and Du Roy, 2019). This issue aims at formalising the emerging problems that surround these matters.

Over-study can be defined as situations of considerable concentration and mediatisation of researchers, journalists, development programs, etc., around specific communities, spaces, or topics. It causes complex effects that can be seen as positive, when it allows an increased number of perspectives to be developed around a single topic of study, but also as negative when they produce repetitive and ready-made discourses imposed by a great number of actors, effectively circumventing the complexities of the local realities. The topic has been recently debated in several publications (among others, Chabrol, 2010; Clark, 2008, 2010; Sukarieh and Tannock, 2013; Neal and al., 2016; Pascucci, 2017; Button and Aiken, 2018), in a double session in the Royal Geographical Society (RGS) Conference in August 2018 (Button and Aiken 2018), or in an Early Career seminar organised by the Laboratoire d'Anthropologie des Enjeux Contemporains (LADEC) in June 2018². These debates are not restricted to a single scientific discipline (although much interest takes place in Anthropology and Sociology), and seem focused on particular topics (Clark, 2008 ; Bull, 2010 ; Clark, 2010) or locations such as AIDS care centres (Chabrol, 2008 ; Koen et al., 2017), or refugee camps (Sukarieh and Tannock, 2013; Pascucci, 2017).

As an investigation device, the field is not specific to Geography, but still does occupy a central place in the legitimisation process of that discipline. The nature and quality of the field is one of the common criteria of evaluation in Geography, and having a “good field” can testify of “the researcher’s wits to dare ‘clearing the way’ on such innovative perimeter or other” (Lefort, 2012, p. 470). From the colonial context that marked the discipline in the 19th century, leading Geographers to “self-affirm nationalism in the defence of their fields against competitors who would approach it, as if the studied places belonged to them” (Vieillard-Baron, 2006, p. 137) to the more general desire to “appropriate a part of the world and be recognised for it” (Lefort, 2012, p. 472) it appears that the relationship between Geographers and their fields is not only thought of on an exclusive mode, but sometimes becomes a part of their very individuality. If this colonial heritage has been critiqued, leading to more conceptual reflexivity, in the realisation of fieldwork, the unthought approach to the field as a “resource” to be “extracted”, sometimes to the detriment of the investigated people, remains important, and can be objectivised through situations of over-study. Yet what does this entice, in a context of multiplication of research being led, of competition to access funding, of an emergence of minorized voices and the accumulation of research through time, when one does have to “share” one’s field with others or come after them? If the field is an experience of copresence, what of copresence with scientific peers, or other kinds of investigators? This issue wants to take position in a line of debates about fieldwork recently opened in French-speaking Geography. Following reflexions about the field as practice and experience, a way to deal with space or positions regarding the researcher-subject (Volvey, Calbérac, Houssay-Holzschuch, 2012) we aim to question the field when it becomes a collective matter, either by design or not, in simultaneous copresence or via a process of palimpsest, in contexts of over-study.

At this stage, several non-exhaustive leads for reflexion seem interesting to us for potential authors.

² Full program: http://ladec.cnrs.fr/wp-content/uploads/2018/05/Programme-JJC-Politiques-de-la-surenque%CC%82te1_06_2018.pdf

(1) The first concerns **the conditions and structures permitting the emergence of such situations**. Authors have identified (Sukarieh and Tannock, 2013) three key characteristics which correlate with a field turning into a “researchers’ magnet”: marginalisation (poverty, indigenoussness, minorities, etc.); a more or less recent state of crisis or active resistance to a state of marginalisation, and an easy-to-reach localisation (either in spatial or political terms) to foreign investigators. One can also question the place taken by fieldwork selection in a constraining general economy of knowledge productions favouring quick and restricted fieldwork investigations, and can hamper a fine-grained and complex apprehension of local realities. One has to question the emergency associated to such or such field or topic (for example, the current focus on some contemporary migrations). Similarly, it must be interesting to focus on what certain topics being “fashionable,” because of their inclusion in disciplinary dynamics can cause over-research on these topics at certain times.

This observation should be questioned by looking at the local configurations of over-study: what are the characteristics of the affected locations and communities? What factors permit or ease the emergence of these processes? How do the above identified causes reconfigure depending on the local realities? From a disciplinary perspective, it would be interesting to consider the spatial dimension of over-study, particularly because it is regularly described as affecting places or spatialised groups. Nevertheless, this implicit bears implications: are spaces in general over-studied, or does over-study lead to the emergence of certain research themes and groups to the detriment of others? In what way is over-study an effect of copresence, via which sparsely studied groups would experience it? On the contrary, can over-study be experienced “at a distance”?

How can over-study be seen as “tautological” or self-fostering? What place for the feelings of “emergency” or “fashion” in its development? How is the process related to “ex-ante” field selection? In what way does the development of a “research industry” on these fields contribute to the emergence of a set of facilitators making the field more penetrable while at the same time depending on a regular flux of researchers, journalists, etc.?

(2) A second lead for reflexion concerns **the consequences of over-study on the very people it touches**, and the redefinitions it can cause on the concerned spaces or groups.

Over-study has consequences on the studied people and groups themselves, linked to the important and repeated presence of foreign observers. The notion that had been put forward the most in existing work had been that of “research fatigue” felt by the respondents. A positive perspective on the same question can be imagined (the diffusion of testimony as a form of “emotional resilience”, for example.) We cannot reduce the role of the respondents to passive actors, since over-study is often associated to the emergence of actors who benefit from exposure, such as the “fixers,” leaders, or both local and international NGOs working with the concerned population. These sometimes self-proclaimed, sometimes designated representatives, canalise the voice of the respondents and generally reduce it to the discourse of a few of them. It would be interesting to question in what contexts can these representatives emerge or not, and what qualifies them so. What is more, they constitute themselves in as “mandatory crossing points,” toward which the investigators are redirected (either because of research fatigue or because they are more easily accessible). These different actors slowly constitute an infrastructure which facilitates entrance into the concerned spaces and groups, making over-study even more likely to happen. While a reflexive approach to the field is increasingly valued to contextualise situations of research, the investigators facing different receptions on their field depending on personal characteristics (Morange and Schmoll, 2016), it is equally as important not to forget to question the current or past relation of studied groups with different forms of investigation. One can for example wonder if there are cases in which

target groups have produced procedures either formal (local associations, local research monitoring committees) or informal in order to “control” the research and avoid or reduce the effects of over-study? Or if engaged research or action-research designs are equally as affected by these phenomena and whether they contribute to reinforce them?

Besides, over-study can cause the emergence of ready-made discourses about the impacted groups and places, which can mask their asperities, such as local power struggles, and risks dispossessing a part of these groups from a more elaborate knowledge. The problem of self-appointed representatives in an over-studied context invites to take particularly seriously that of “privileged informants” and the risk of “a culturalist perspective turning a single individual into an expert and repository of an entire culture” (de Sardan, 2008, p. 90.) Moreover, over-study is always at the same time an under-study, since hypotheses, questions, and explored fields are commonly over-researched to the detriment of other elements of the same social reality: in what way, by exceedingly shedding light on a part of the field, does this phenomenon occult others? What are the methodological and ethical implications of this situation?

Third, in what way does over-study lead the studied groups, which are directly or indirectly subjected to restitutions of researches led on them, to reappropriate it? The audience of research increasingly including the studied groups themselves, actors among these groups may mobilise these researches to reify certain positions they occupy in the social field or draw social resources from them, as was the case of the colonised citizens employing the categories of colonial anthropology to legitimise certain dominant positions in Benoît de L’Estoile’s work (1997). Similarly, how does being aware of pre-existing works on the groups they belong to lead certain respondents to just “restitute” to the researchers the very answers they expect, having learnt them themselves, at least for a part, directly or indirectly, in previous investigations conducted about them?

At last, it is imperative to ask the question of the effects of over-study when it ceases, when topics are not “fashionable” anymore, but persons used to a long-lasting scientific and media attention find themselves “abandoned” by the cohorts of researchers and journalists having chosen a new topic of interest (Sukarieh and Tannock, 2013).

In such a situation, it seems legitimate to wonder who gets to talk and how can these voices be considered as legitimate, and under what criteria? One can also wonder what control the concerned populations have over the discourses about them? What are the factors conducting to “research fatigue” or not? To what extent is the capacity to talk and produce a discourse about themselves hijacked and appropriated by different actors and structures (academics, journalists, associations...)? In what ways are they victims of processes of dispossession from the production of knowledge about? How can the respondents retake discourses and processes of knowledge production to benefit from them (financially, politically)? Etc.

(3) The **place of the researcher and the stakes of fieldwork methodologies** are essential as well. “Extractive” research, considered by Linda Tuhiwai Smith (1999) as colonial, designate a classical conception of fieldwork where the researcher is gathering data from his object of study. In this context the informants do not benefit from a research process in which they are only present as objects, with no influence on either the framing of the research or the practice of it. What is more, the informants scarcely have access to the final results which are oftentimes written in a foreign language and hard to reach. They are rarely satisfied of the results, and can experience feelings of having been “betrayed”. This scarcity of feedback leads to ethical questions being asked about relying on goodwill informants who provide time and knowledge of local vernacular knowledge in return for nothing. Participant research methods, relying on focus groups for example, have been developed to overcome these limitations, and demand a

greater implication on the side of the participants, but are not void of limitations either (Titterton and Smart, 2008). The ethical issue associated to fieldwork remains central, and must question the methodologies employed by the researchers.

This brings even more questions: What sorts of criticism of fieldwork methods (in academia and journalism both) can be associated to the study of these processes? Can certain practices contain the emergence of these phenomena? Should we consider in the name of research ethics (which remain to be defined) to abandon, temporarily or not, the study of certain topics? How can the existence of over-study inform the debate on the “recycling” of data produced in previous fieldworks? Etc. The linkage between research ethics and fieldwork methods, and their impact on the informants is even clearer when considering over-study as a continuous repetition of the same research methods being used not only by academics, but also by journalists and even institutional actors. One can think for example of semi-directive interviews with refugees (Mekdjian, 2016). More broadly, situations of over-study incite researchers to consider themselves as part of a collective, because of their very position in a history of being investigated for the concerned communities, and their collective memories. Any researcher working in conditions of over-study is a person coming after a similar individual, in the eye of the researched community. Thus, we must ask the question of the effects of this particular situation on the long run. How to conduct research with a group that has had negative previous experiences with researchers in the past? How to separate oneself, more generally, and legitimise one’s particular research interests in the studied communities?

(4) Finally, one can ask the question of **the relationship among researchers on a same field**, or between researchers and journalists: are they complementary or competing? Over-study can lead to exacerbated relations of power between researchers to enter the field, that affect the ways fieldworks are conducted individually. Thus, if the fieldwork investigation is thought of today as a relationship between an investigator and a locale and/or an investigated group, the ways in which the relationship with other investigators (either coming from the academic world or not) impacts the field investigation is frequently overlooked. One can for example question the internal relations of power in academia that lead to different access to the field (the role of integration in local research networks, financial and material dimensions of the investigation, practices of “cordoning” on the field, access to institutional actors, etc.). The presence of another researcher on the same field, even when research objects are different, can then lead to a modification of the modalities of the investigation, or even scientific questions. What kinds of readjustments then take place?

These questions concerning the modalities of sharing a field are even more urgent in a context of acceleration of the competition within academia. The question of results publication also has to be asked: do many works conducted on the same object/subjects lead to an increased rhythm of publication, detrimental to the analysis of empirical data? On the contrary, what types of collaborations can be constructed? It could be interesting to look at the effects of over-study from the perspective of scientific (and journalistic) production, beyond the mere moment of data collecting.

This issue will this engage a reflexion on these situations of over-study and critically interrogate the associated topics. Contributions should be based on empirical examples from a broad variety of locations, allowing to illustrate the complexity of the diverse processes at play in the constitution of over-study and its consequences.

Bibliographie indicative/References

- Bull, Julie, 2010, « Research with Aboriginal Peoples: Authentic Relationships as a Precursor to Ethical Research », *Journal of Empirical Research on Human Research Ethics*, Vol. 5, n° p. 13-22.
- Button, Cat & Aiken, Gerald T., 2018, « Over-Researched Places », in RGS-IBG, Cardiff, 31 août 2018.
- Chabrol, Fanny, 2008, « Enquêter en milieu convoité. Les terrains surinvestis de l'anthropologie », in Fassin, Didier & Benga, Alban (dir.), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, p. 229-244.
- Chetty, Sylvie, 1996, « The case study method for research in small-and medium-sized firms », *International Small Business Journal*, Vol. 15, n° p. 73-85.
- Clark, Tom, 2008, « 'We're over-researched here!': Exploring accounts of research fatigue within qualitative research engagements », *Sociology*, Vol. 42, n° p. 953-970.
- Clark, Tom, 2010, « On 'being researched': Why do people engage with qualitative research? », *Qualitative Research*, Vol. 10, n° p. 399-419.
- De l'Estoile, Benoît, 1997, « Au nom des "vrais Africains". Les élites scolarisées de l'Afrique coloniale face à l'anthropologie (1930-1950) », *Terrain*, vol 28, p. 87-102.
- De Sardan, Jean-Pierre Olivier, 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Editions Academia, 365 p.
- Desvaux, Pierre & Du Roy, Gaétan, 2019, « Les zabbâlîn, un objet surétudié ? », *Égypte Monde Arabe*, 3è série, Vol. 19.
- Koen, Jennifer, Wassenaar, Douglas & Mamotte, Nicole, 2017, « The 'over-researched community': An ethics analysis of stakeholder views at two South African HIV prevention research sites », *Social Science & Medicine*, Vol. 194, n° p. 1-9.
- Lefort Isabelle, 2012, « Le terrain : l'Arlésienne des géographes ? », *Annales de géographie*, 2012, n° 687-688, n° 5, p. 468-486.
- Mekdjian Sarah, 2016, « Les récits migratoires sont-ils encore possibles dans le domaine des Refugee Studies ? Analyse critique et expérimentation de cartographies créatives », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 2016, n° 15, p. 150-186.
- Morange Marianne et Schmoll Camille, 2016, *Les outils qualitatifs en géographie - Méthodes et applications*, Armand Colin, 224 p.
- Neal, Sarah, Mohan, Giles, Cochrane, Allan, et al., 2016, « 'You can't move in Hackney without bumping into an anthropologist': why certain places attract research attention », *Qualitative Research*, Vol. 16, n° 5, p. 491-507.
- Pascucci, Elisa, 2017, « The humanitarian infrastructure and the question of over-research: reflections on fieldwork in the refugee crises in the Middle East and North Africa », *Area*, Vol. 49, n° p. 249-255.
- Smith, Linda Tuhiwai, 1999, *Decolonizing methodologies: Research and indigenous peoples*, London, Zed Books, 208 p.
- Sukarieh, Mayssoun & Tannock, Stuart, 2013, « On the problem of over-researched communities: The case of the Shatila Palestinian refugee camp in Lebanon », *Sociology*, Vol. 47, n° 3, p. 494-508.
- Titterton, Mike & Smart, Helen, 2008, « Can participatory research be a route to empowerment? A case study of a disadvantaged Scottish community », *Community Development Journal*, Vol. 43, n° 1, p. 52-64.
- Vieillard-Baron Hervé, 2006, « Le terrain et la proximité en question » dans Séchet Raymond et Veschambre Vincent (dir.), *Penser et faire la géographie sociale : Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, p. 133-148.
- Volvey Anne, Calbérac Yann et Houssay-Holzschuch Myriam, 2012, « Terrains de je. (Du) sujet (au) géographique », *Annales de géographie*, 2012, n° 687-688, n° 5, p. 441-461

Calendrier / Deadlines

Résumé pour le 1^{er} janvier 2020	Abstract due on January 1st, 2020
Les auteur·rice·s envoient une proposition d'articles de 3000 caractères maximum contenant un titre provisoire et accompagnée d'un curriculum vitae mentionnant les coordonnées de l'auteur·rice et son affiliation institutionnelle.	Authors should send a proposition of no more than 3000 signs with a temporary title with a resume mentioning contact details and institutional affiliation.

Ils sont à envoyer avant la date mentionnée ci-dessus à :	They are expected to be sent before deadline to :
p.desvaux@yahoo.fr ; mahoudeau.alex@gmail.com ; florent.chossiere@u-pem.fr	

Article complet pour le 31 mai 2020	Full article due on May 31st, 2020
Les auteur·rice·s dont la proposition aura été retenue par le comité de rédaction auront jusqu'au 1 ^{er} mai 2020 pour envoyer la version complète de leur article. Elles·ils veilleront à respecter les standards de la revue (voir lien ci-dessous).	Authors of abstracts selected by the editorial committee will have until the 1 st of May, 2020 to send a final version of their article. They will pay attention to comply with the journal's standards (see link provided below).

Le numéro sera publié en 2021 / The planned publication date is 2021

Conseils aux auteurs·ices / Advice to authors :

https://www.revues.armand-colin.com/sites/default/files/ag_conseils_aux_auteurs_0.pdf

Pour toute demande d'information complémentaire, n'hésitez pas à nous contacter / Any queries, please contact :

p.desvaux@yahoo.fr ; mahoudeau.alex@gmail.com ; florent.chossiere@u-pem.fr